

Service Prévention des Risques Anthropiques
Pôle Risques Accidentels
2, Rue Augustin Fresnel
BP 95058
57071 METZ CEDEX 3

METZ, le 1 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STRASBOURG CENTRE ENERGIES

26 bld du Président Wilson
67000 Strasbourg

Code AIOT : 0006700373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement STRASBOURG CENTRE ENERGIES implanté 5 route du Petit Rhin 67000 Strasbourg. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été conduite afin de s'assurer du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 octobre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STRASBOURG CENTRE ENERGIES
- 5 route du Petit Rhin 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de l'Esplanade est une installation de chauffage urbain sur réseau de chaleur. Elle fonctionne au gaz naturel et peut exceptionnellement brûler du fioul.

C'est une installation "IED" réglementée par un arrêté préfectoral du 27 mars 2019 et par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110.

La chaufferie est exploitée sous DSP par la société Strasbourg Centre Energie présente sur le site depuis environ un an. Elle fait l'objet d'importants travaux.

SCE déclare être exploitant des appareils à pression du site pendant la durée de son contrat de concession avec l'Eurométropole de Strasbourg.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 1	Sans objet
2	Contrôle dispositifs de régulation et de sécurité	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 2	Sans objet
3	Dossier d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 2	Sans objet
4	Programme de contrôle	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 2	Sans objet
5	Dossier d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a pu constater que l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 octobre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : La société STRASBOURG CENTRE ENERGIES, implanté 5, route du petit Rhin 67000 STRASBOURG est mise en demeure de mettre à jour la liste prévue au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé.
Constats : La liste des équipements sous pression transmise par courriel à l'Inspection le 24/11/2023 comprend l'ensemble des informations requises à l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle dispositifs de régulation et de sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : La société STRASBOURG CENTRE ENERGIES, implanté 5, route du petit Rhin 67000 STRASBOURG est mise en demeure de réaliser le contrôle des dispositifs de régulation et accessoires de sécurité du générateur STEIN & ROUBAIX n°365 (chaudière n°4) conformément à l'article 3-II de l'arrêté du 20 novembre 2017.
Constats : Le contrôle des dispositifs de régulation et accessoires de sécurité du générateur STEIN & ROUBAIX n°365 (chaudière n°4) a été réalisé par l'APAVE le 18/10/2023. Le rapport n°231004814-G4 daté du 19/10/2023 conclut au contrôle satisfaisant desdits dispositifs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : La société STRASBOURG CENTRE ENERGIES, implanté 5, route du petit Rhin 67000 STRASBOURG est mise en demeure de compléter les dossiers d'exploitation des tuyauteries de gaz naturel en y intégrant les informations nécessaires à la sécurité de leur exploitation, tel qu'exigé à l'article 6-1 de l'arrêté du 20 novembre 2017, notamment les informations permettant de justifier leur pression maximale admissible.
Constats : Sur son site implanté 5, route du petit Rhin, STRASBOURG CENTRE ENERGIES exploite deux tuyauteries de gaz naturel identifiées GN1 et GN2. Les dossiers d'exploitation de ces deux tuyauteries ont été complétés conformément aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme de contrôle

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : La société STRASBOURG CENTRE ENERGIES, implanté 5, route du petit Rhin 67000 STRASBOURG est mise en demeure d'établir le programme de contrôle de la partie enterrée de la tuyauterie GN2 et du poste de détente 4 bar entre la tuyauterie GN1 et GN2 prévu à l'article 15 de l'arrêté du 20 novembre 2017.
Constats : Le programme de contrôle de la tuyauterie GN1 référencé SETE-STRASBOURG rév A du 19/12/2006 et de la tuyauterie GN2 référencé GN2 rév B du 23/01/2024 comprennent désormais les contrôles des parties enterrées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : La société STRASBOURG CENTRE ENERGIES, implanté 5, route du petit Rhin 67000 STRASBOURG est mise en demeure d'établir le registre exigé à l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 pour la tuyauterie de gaz naturel GN 2.
Constats : La société STRASBOURG CENTRE ENERGIES a établi le registre exigé à l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 pour la tuyauterie de gaz naturel GN2.
Type de suites proposées : Sans suite